

Plus de 500 personnes ont été tuées au Burundi en 2017, selon une ONG

RFI, 05-02-2018 Le bilan a été établi par l'Aprodh, une organisation de défense des droits de l'homme burundaise parmi les plus connues de par son président, Pierre-Claver Mbonimpa, visé par un attentat qui a failli lui coûter la vie en 2015.

La violence est quasiment quotidienne au Burundi. Et qu'elle soit le fait de groupes armés non-identifiés ou des forces de sécurité, cette violence n'est quasiment jamais sanctionnée. À en croire le rapport de l'Aprodh, les déclarations rassurantes du gouvernement sur le retour de la sécurité ne sont que des slogans, bien loin de la réalité. L'organisation de défense des droits de l'homme a recensé 504 personnes tuées et 373 blessés l'année dernière, et précise que ces bilans ne sont sans doute pas exhaustifs. Les victimes sont des opposants ou des opposants présumés, des membres du parti FNL d'Agathon Rwasa ou encore les habitants de zones considérées opposées au troisième mandat du président Nkurunziza. Les ex-FAB, militaires de l'ancienne armée burundaise, eux aussi sont régulièrement pris pour cible. Plus inquiétant, selon l'Aprodh : plus des deux-tiers des personnes tuées l'ont été par des agents du SNR, le service de renseignements, ou par des Imbonerakure, les jeunes du parti au pouvoir. Les arrestations arbitraires et tortures aussi se poursuivent. À tel point que les prisons sont totalement surpeuplées. L'Aprodh explique dans son rapport que la population carcérale va bientôt atteindre le triple de la capacité d'accueil.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});